Les GREAT Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 55 Vol. 1 *"Réfléchir à changer"* Janvier – Mars 2016

Mali

Perspectives de sortie de la crise du Nord

François KONÉ et Massa COULIBALY

BP. E1255 Bamako (Mali) Tel/fax. (223) 20 28 76 95 Email. great@greatmali.net

Table des matières

Résumé 1

Introduction 4

1. Le gouvernement face au conflit du Nord 5

   1.1. Efficacité du Gouvernement 5

   1.2. Pour plus d'efficacité du Gouvernement 7

2. Options de sortie de crise 17

   2.1. En 2014 17

   2.2. Depuis 2012 19

3. Pour la paix et la réconciliation 24

   3.1. De l'unité nationale 24

   3.2. Probabilité de paix durable 26

   3.3. Options de réconciliation 28

Conclusions 33

Références bibliographiques 35

Résumé

Pour analyser les perceptions populaires dans une perspective de sortie de crise, les résultats du Round 6 (2014) des enquêtes Afrobaromètre sont mis en parallèle avec ceux des rounds 5.5 (2013) et 5 (2012). Cette analyse, essentiellement descriptive, est faite selon la région administrative, le milieu de résidence, le sexe du répondant, son âge et son niveau d'instruction. Elle traite successivement de l'efficacité du gouvernement dans la gestion du conflit du Nord, des perceptions d'issues possibles de ce conflit et du processus de réconciliation nationale en cours dont la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et les groupes armés.

Sur ces différents aspects du processus de sortie de crise, les principaux résultats suivants peuvent en être dégagés:

- Les trois quarts des citoyens jugent le gouvernement efficace face au problème des groupes armés. Seulement un quart de la population estime le gouvernement pas efficace, un tiers des hommes contre un cinquième des femmes, ou encore deux cinquièmes des citoyens de niveau d'instruction secondaire et plus contre un cinquième des analphabètes. Afin d'être plus efficace, il est proposé au gouvernement de poursuivre les négociations (26%) tout en renforçant les réponses ou les capacités militaires.
- Si en 2014, la négociation est très largement plébiscitée, cela constitue une inversion de tendance par rapport à 2012, quand éclatait la crise, où les maliens étaient moins d'un tiers à vouloir de cette négociation avec les groupes armés, rebelles et jihadistes. Ils étaient à dix points de pourcentage de plus favorables à la guerre. En 2013, avec la traque des groupes armés par les FAMA (Forces armées maliennes) et des forces armés étrangères celles françaises et ouest africaines, l'opinion passait de l'option militaire aux négociations, pour trois maliens sur cinq. Néanmoins, loin d'être la première option comme en 2014, cette fois, la négociation venait après quatre autres options encore plus fortes, à savoir le renforcement de l'Etat, la justice, l'éducation civique et le développement des régions du Nord, sommes toutes des options bien plus proches de la réconciliation que de la guerre.

- La sécession du Nord n'est que très rarement évoquée comme option de sortie de crise, 2% en 2014, un malien sur dix en 2013 et moins de 1% en 2012. Il faut néanmoins noter qu'en 2014, la proportion des partisans de cette solution est supérieure à la moyenne dans la région de Kidal (16%), fief actuel de la rébellion touareg. A l'opposé de la sécession, les maliens pensent à 9 contre 1 que le Mali devrait rester un pays uni malgré la crise et cette opinion ne souffre d'aucun effet genre ou éducationnel.
- Les maliens sont globalement optimistes que la signature d'un accord de paix puisse jeter les bases d'une paix durable (7 citoyens sur 10). Cependant, une frange importante, plus du quart (28%), ne croit pas que la signature d'un accord de paix constituerait la base d'une paix durable. Les plus sceptiques sont les moins de 26 ans (deux cinquièmes) et les urbains, surtout à Bamako (plus de la majorité). Il faut signaler qu'à l'unanimité, on pense à Kidal que la signature d'un accord de paix, comme cela a été fait en mai et juin 2015, que cette signature donc lancera probablement les bases d'une paix durable au mali. La réussite du processus de paix et de réconciliation passe par des poursuites judiciaires des suspects avec condamnation des coupables et la recherche de la vérité, deux options privilégiées des maliens, en 2014 comme en 2013. Des deux options contrastées que sont la confession et le pardon versus la recherche de la vérité, il ressort de l'enquête de 2014, que les maliens sont proportionnellement plus favorables à la seconde qu'à la première, avec dix points de pourcentages d'écart. Ce qui légitime en quelque sorte la mise en place de la CVJR (Commission vérité justice et réconciliation) dont les travaux proprement dits vont démarrer au dernier trimestre de 2015. Les maliens privilégient "le regard" sur le passé à "l'oubli".
- Pour une paix durable et la réconciliation, en 2013, plus des deux tiers des maliens classaient la poursuite judiciaire et la condamnation des coupables (68%) comme la meilleure voie pour arriver à une paix durable et à la réconciliation. La recherche de la vérité (15%), la confession et le pardon (9%) arrivaient respectivement en deuxième et troisième positions avec des pourcentages faibles. Cette tendance se confirme en 2014, les 2 premières options préférées étant d'amener les suspects à rendre compte devant la justice, pour un peu plus du

tiers de la population (36%), ou de faire l'impasse sur ce qui s'est passé en prononçant une amnistie générale, pour un peu moins du quart des maliens (24%). En regroupant ces 2 visions opposées respectivement avec "Confession et pardon" pour constituer le groupe des "Partisans de l'oubli" (41%) et avec "Recherche de la vérité" pour constituer le groupe des "Regardants" (50%), il ressort que pour aller à la réconciliation, les maliens seraient plus favorables à ce qu'on soit regardant sur ce qui s'est passé qu'à ce que l'on fasse l'impasse là-dessus.

Il faut rappeler que Afrobaromètre est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales avec des échantillons représentatifs1 des citoyens africains âgés de 18 ans et plus. Dans son round 6, y compris l'enquête de décembre 2014 du Mali, plus de 50'000 citoyens ont été enquêtés dans 34 pays africains. Le présent rapport est basé sur le traitement de données de certaines questions du questionnaire portant dans son ensemble sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" avec les enquêtes de terrain menées du 1er au 15 décembre 2014. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de ±2% à un niveau de confiance d'au moins 95%.

[1] http://www.afrobarometer.org/survey-and-methods/sampling-principles

Introduction

Après avoir connu une des plus graves crises de son histoire en 2012, le Mali a depuis entamé le processus de sortie de crise et de normalisation avec les élections présidentielle et législatives et la signature d'un accord de paix global durement négocié à Alger puis finalement signé à Bamako. Le pays reste confronté à un certain nombre de défis dont celui de la stabilité et de l'unité nationale dans le processus actuel de paix et de réconciliation. L'édition 2014 (round 6) des enquêtes Afrobaromètre, faisant suite à l'édition spéciale crise, de 2013 (round 5.5) s'est faite l'échos, auprès des citoyens, de nombre de questionnements relatifs à ce défi qu'il faudra nécessairement traiter afin que le pays puisse véritablement avancer vers une paix durable et la réconciliation et s'attaquer aux problèmes habituels de développement. Il a été notamment demandé aux maliens de donner leur point de vue, non seulement sur les sujets classiques de l'environnement social, politique et économique mais aussi sur l'efficacité du gouvernement à faire face au problème de groupes armés, les options de sortie de crise et de paix durable et réconciliation nationale.

Le présent rapport analyse les résultats du traitement des données recueillies et les met en parallèle avec ceux des années précédentes, 2012 et 2013. Essentiellement descriptive, cette analyse est contrastée par région administrative, milieu de résidence, sexe, âge et niveau d'instruction des répondants. En offrant une synthèse des perceptions populaires sur les questions abordées, ce rapport pourrait constituer, et nous le souhaitons, un des repères pour la prise en compte de l'avis du citoyen ordinaire dans la gestion de la sortie de crise.

1. Le gouvernement face au conflit du Nord

La crise du Nord attribuée, entre autres, au coup d'Etat du 22 mars 2012 par les uns, aux velléités impérialistes de puissances occidentales ou encore à une autre crise plus profonde de gouvernance par les autres, a ébranlé tout un pays jusqu'alors cité comme modèle de démocratie et de stabilité politique en Afrique. Dans les phases d'affrontement armé comme de négociation, la presse fait le relais d'un sentiment populaire que le gouvernement n'en fait pas assez face aux rebelles. Cela s'est fait sentir quand les groupes armés ont exigé et obtenu la prise en compte de leurs exigences avant de signer le document de l'accord.

1.1. Efficacité du Gouvernement

Si la crise est souvent analysée dans une perspective nationale, l'importance de ses origines et implications régionales et au-delà est aussi à considérer. Ceci est une complexité supplémentaire pour le gouvernement, complexité qui s'ajoute à celle déjà créée par une surestimation, à coup de publicité sur les médias français, de l'importance de certains groupes tels que le MNLA, jugé fréquentable au détriment des groupes armés islamistes qui ont été disqualifiés de toute solution envisagée par la communauté internationale. Ce sont autant de facteurs qui font que les marges de manœuvre du gouvernement sont souvent réduites surtout sur ses positions à l'encontre d'intérêts occultes des grandes puissances dont la France.

Justement, à la question de savoir à quel degré le gouvernement était efficace dans ses efforts pour s'attaquer au problème des groupes armés du Nord du pays, les citoyens répondent majoritairement "très efficace" ou "quelque peu efficace". Ces 2 options de réponses étant regroupées en une, "efficace", ce sont les trois quarts de citoyens qui estiment le gouvernement efficace dans sa quête de solution au problème des groupes armés. Seul le quart des maliens adultes juge le gouvernement pas efficace pour faire face à ce problème.

C'est en milieu urbain qu'on juge le plus sévèrement l'efficacité du gouvernement avec jusqu'à 38% de "pas efficace" contre 21% en milieu rural. Parmi les régions administratives, celles qui ont été

relativement épargnées par le conflit armé comme Kayes (85%), Sikasso (80%) et celles qui l'ont vécu dans toute sa gravité y compris l'occupation, Gao (85%) et Kidal (83%) sont plus clémentes envers le gouvernement en le jugeant efficace avec les proportions les plus élevées. On peut cependant noter comme exception à cette règle Bamako qui estime le gouvernement pas efficace dans une proportion proche de la moitié de ses habitants adultes (48%). Le cas de Bamako peut s'expliquer par le fait que ses habitants ressentent davantage l'hostilité des groupes armés au pouvoir central, les amenant à vouloir plus de poigne de la part des autorités. Cette singularité explique les différences d'appréciations entre les urbains et les ruraux avec 17 points de pourcentage d'écart, qu'il s'agisse de l'efficacité ou de l'inefficacité du gouvernement.

Tableau 1. Efficacité du gouvernement face aux groupes armés selon la région et le milieu (en %)

		Efficace	Pas efficace	NSP
Région	Kayes	85	15	0
	Koulikoro	78	22	0
	Sikasso	80	20	0
	Ségou	74	26	0
	Mopti	75	24	1
	Tombouctou	73	27	0
	Gao	85	15	0
	Kidal	83	17	0
	Bamako	52	48	0
Milieu	urbain	62	38	0
	rural	79	21	0
Total		**75**	**25**	**0**

Les hommes sont relativement moins portés sur l'efficacité du gouvernement que les femmes, avec 9 points de pourcentage d'écart et donc plus portés sur l'inefficacité que les femmes avec le même écart de points de pourcentage. La proportion de personnes déclarant le gouvernement efficace augmente le long des groupes d'âge jusqu'à 55 ans et baisse ensuite parmi les 56-65 ans et les plus de 65 ans. Les personnes d'âge intermédiaire (entre 36 et 55 ans) sont plus positives que les jeunes (18-35 ans) et les seniors (56 ans et plus). La sévérité du jugement (pas efficace) diminue corrélativement avec l'âge jusqu'à 55 ans pour augmenter ensuite pour les plus de 55 ans.

Le niveau d'efficacité attribué au gouvernement diminue clairement avec le niveau d'éducation du répondant. Les plus instruits pensent moins que les autres que le gouvernement soit efficace dans sa gestion de la crise du Nord, à peine 55% contre 75% des citoyens ayant au plus le niveau primaire d'instruction. Aussi, sont-ils 45% des intellectuels de niveau post-secondaire voire secondaire (44%) à trouver le gouvernement inefficace dans sa quête de solution au problème des groupes armés combattants, contre seulement 21% pour les analphabètes et 27% pour le niveau primaire.

Tableau 2. Efficacité du gouvernement selon le sexe, l'âge et l'éducation (en %)

		Efficace	Pas efficace	NSP
Sexe	Homme	70	30	0
	Femme	79	21	0
Age	18 - 25 ans	62	38	0
	26 - 35 ans	73	27	1
	36 - 45 ans	81	19	0
	46 - 55 ans	84	16	0
	56 - 65 ans	74	26	0
	plus de 65 ans	77	23	0
Education	Aucun	79	21	0
	Primaire	73	27	1
	Secondaire	56	44	0
	Post-secondaire	55	46	0
Total		**75**	**25**	**0**

1.2. Pour plus d'efficacité du Gouvernement

Interrogés sur la meilleure voie pour le gouvernement d'être plus efficace dans le traitement du problème des groupes armés du Nord, les maliens énumèrent une dizaine d'options, allant de la négociation au renforcement des pouvoirs locaux, etc. Moins d'un malien sur dix (8%) estime qu'il n'y a rien à faire. Les deux options les plus fréquemment citées sont "Renforcer la réponse militaire ou les capacités militaires", dans 32% des cas, et "Négocier", dans 26% des cas. Les citoyens proposent ainsi de négocier tout en renforçant la menace d'une réponse militaire. Ils pensent aussi que la bonne gouvernance pourrait compléter ce tandem réponse militaire/négociation afin d'arriver à plus d'efficacité du gouvernement. Ils proposent comme 3ème et 4ème options

respectivement "Améliorer l'économie et créer plus d'emplois" et "Gouverner plus efficacement/offrir de meilleurs services publics", à 7% chacune. Pour plus d'efficacité du gouvernement, non seulement il faut négocier tout en renforçant la capacité militaire mais aussi il faut donner aux citoyens accès à l'emploi et à des services publics de qualité, soit au total 72% des réponses fournies. Quand on ne prend pas en compte les 17% qui estiment que le gouvernement est déjà efficace, alors, les quatre options mentionnées totaliseraient près des 9 dixièmes des voies de renforcement de l'efficacité du gouvernement. Une frange non négligeable des citoyens pense aussi que la collaboration avec les leaders religieux (5%) et le traitement plus équitable des communautés d'origine des extrémistes (4%) peuvent contribuer à améliorer l'efficacité du gouvernement.

Aux yeux des citoyens, le renforcement du pouvoir des autorités locales n'apparaît pas comme une option prioritaire de renforcement de l'efficacité du gouvernement. Seulement 1% des maliens proposent de "donner plus de pouvoir aux autorités locales pour prendre leurs propres décisions" afin que le gouvernement soit plus efficace face au problème des groupes armés du Nord. On peut noter que l'amélioration du système éducatif n'est pas non plus vue comme un moyen de renforcement de l'efficacité du gouvernement (moins de 1%).

Le milieu urbain est plus favorable à l'option d'un renforcement de la capacité militaire (41%) que le milieu rural (29%). La négociation est légèrement plus souvent proposée en milieu rural (27%) qu'en milieu urbain (22%) ainsi que travailler avec les leaders religieux (5% contre 3%) et l'offre de meilleurs services publics (8% contre 5%).

Par région, c'est à Bamako (53%) et à Ségou (42%) que les citoyens sont les plus demandeurs d'un renforcement de la réponse ou des capacités militaires. Les régions frontalières des 3 régions les plus touchées par le conflit (Tombouctou, Gao et Kidal) à savoir Koulikoro, Ségou et Mopti sont les plus demandeuses de négociations avec respectivement 36%, 35% et 41% de réponses dans ce sens, pourcentages tous supérieurs à la moyenne nationale de 26%. Il faut noter que l'option d'un traitement plus équitable des communautés d'origine des extrémistes est particulièrement plus fréquemment suggérée dans les régions de Gao (20%) et Kidal (32%). La fréquence

de cette option est beaucoup plus élevée dans ces 2 régions qu'au niveau national (4%). ON peut inférer que dans ces deux régions, le sentiment de traitement inéquitable des communautés est plus prononcé que partout ailleurs. C'est à Sikasso, qu'on enregistre le plus fort taux de ceux qui trouvent le gouvernement déjà efficace dans le traitement du problème des groupes armés (34% contre 17% en moyenne ou encore 5% à Ségou).

Tableau 3. Pour plus d'efficacité du gouvernement selon la région et le milieu (en %)

	Région							Milieu				
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	urbain	rural	Total
Renforcer les réponses/capacités militaires	31	23	22	42	33	9	25	20	53	41	29	32
Négocier	15	36	13	35	41	19	18	0	21	22	27	26
Gouvernement déjà efficace	22	13	34	5	9	22	7	16	16	16	17	17
Améliorer l'économie et créer plus d'emplois	16	6	6	2	2	3	52	55	2	7	8	7
Offrir de meilleurs services publics	13	5	10	3	3	7	41	5	0	5	8	7
Travailler avec les leaders religieux	16	2	0	3	6	9	3	0	2	3	5	5
Traiter plus équitablement les communautés d'origine des extrémistes	3	1	6	7	1	5	20	32	4	4	5	4
Travailler avec les leaders traditionnels	4	1	1	2	1	5	0	0	2	1	2	2
Améliorer le système éducatif	2	1	0	1	1	0	5	0	0	0	1	1
Donner plus de pouvoir aux autorités locales	3	0	1	1	1	3	0	16	0	1	1	1

On ne relève pas d'effet genre important dans les réponses même si les hommes penchent légèrement plus pour les réponses "Renforcement la réponse militaire ou les capacités militaire" et "Améliorer l'économie et créer plus d'emplois". Les femmes, par contre, optent plus pour l'immobilisme avec des réponses comme il y a rien à faire ou encore le gouvernement est déjà efficace. Mais encore une fois, ces différences genre ne sont pas statistiquement significatives.

Il ressort clairement que la fréquence de l'option de renforcement de la réponse ou de la capacité militaire augmente avec le niveau d'instruction mais diminue avec l'âge. Les plus instruits et les moins âgés penchent plus pour cette option comme voie d'amélioration de l'efficacité du gouvernement. Au contraire, l'option de négociation est moins inégalitairement répartie entre groupes d'âges et entre niveaux d'instruction même si les plus instruits (secondaire ou plus) la recommandent légèrement moins souvent que les moins instruits. L'amélioration de l'économie et la création d'emploi est l'option privilégiée par les seniors (plus de 65 ans) et les 26-35 ans, les premiers étant inactifs et les deuxièmes sans doute durement touchés par le chômage. Une plus grande efficacité dans la gouvernance pour offrir de meilleurs services publics est aussi la réponse favorite des plus âgés, les 56-65 ans (13%) et les plus de 65 ans (12%).

Tableau 4. Pour plus d'efficacité du gouvernement selon le sexe, l'âge et l'éducation (en %)

	Sexe		Age						Education				
	Homme	Femme	18-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-55 ans	56-65 ans	+ 65 ans	Aucun	Primaire	Secondaire	Post-secondaire	Total
Renforcer les réponses/capacités militaires	34	30	41	35	30	26	25	24	27	37	45	49	32
Négocier	26	26	20	27	30	29	21	24	26	29	19	21	26
Gouvernement déjà efficace	14	19	16	14	19	19	17	12	18	14	16	13	17
Améliorer l'économie et créer plus d'emplois	9	6	5	10	5	7	7	17	7	9	8	5	7
Offrir de meilleurs services publics	8	6	8	6	4	7	13	12	8	6	5	7	7
Travailler avec les leaders religieux	5	5	3	4	4	4	9	5	6	3	3	1	5
Traiter plus équitablement les communautés d'origine des extrémistes	6	3	4	6	2	4	6	4	4	5	7	5	4
Travailler avec les leaders traditionnels	1	2	1	2	2	1	1	7	2	1	1	2	2
Améliorer le système éducatif	1	1	0	1	2	1	1	2	1	1	2	0	1
Donner plus de pouvoir aux autorités locales	1	0	1	0	0	1	2	3	1	0	0	0	1

En tenant compte de l'ordre des réponses2, on peut se rendre compte que la situation ne change pas fondamentalement, "Négocier" et "Renforcer la réponse militaire" sont les deux options les plus citées en premier. Les réponses "Offrir de meilleurs services publics" et "Améliorer l'économie et créer plus d'emploi" se classent respectivement en 3ème et 4ème positions des options citées en premier. La collaboration d'avec les leaders religieux est aussi citée en première position par près de 3% des interviewés, indiquant que la référence religieuse dans la conduite des affaires publiques y compris dans la résolution de la crise du Nord est encore forte chez certains citoyens, surtout chez les ruraux, singulièrement à Tombouctou et Mopti.

De toutes les régions, c'est seulement dans la région de Kayes (25%) et dans le district de Bamako (48%) que le renforcement de la réponse militaire est, avant tout, préconisé comme première option pour plus d'efficacité du gouvernement. A Sikasso (34%) et Tombouctou (22%), les citoyens pensent en premier que le gouvernement est déjà efficace. Par contre, les partisans de la négociation comme première option dominent à Koulikoro (36%), Ségou (34%) et Mopti (37%). Il est intéressant de noter qu'à Gao (31%), les citoyens pensent plutôt que pour plus d'efficacité du gouvernement, il faut, en premier, améliorer l'économie et créer des emplois. Cet avis diffère de l'avis dominant à Kidal où clairement, les citoyens proposent, pour plus d'efficacité du gouvernement, de traiter équitablement les communautés (32%).

Les partisans de la réponse militaire en premier sont les plu nombreux en milieu urbain (35%) et parmi les hommes (26%) alors que les partisans de la négociation dominent en milieu rural (26%) et parmi les femmes (25%). Les urbains et les hommes seraient relativement moins pacifistes que les autres.

---

[2] La question sur les voies de renforcement de l'efficacité du gouvernement face aux groupes armés était une question à choix multiples dont on traite globalement les réponses fournies quel que soit l'ordre dans lequel celles-ci sont fournies mais qu'on peut aussi traiter en ne s'intéressant qu'à la première réponse spontanée donnée par les sondés.

Tableau 5. Première option pour plus d'efficacité du gouvernement selon la région et le milieu (en %)

	Région								Milieu			
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	urbain	rural	Total
Négocier	14	36	13	34	37	17	16	0	19	20	26	25
Renforcer les réponses/capacités militaires	25	18	18	27	20	8	15	8	48	35	20	24
Gouvernement déjà efficace	22	13	34	5	9	22	7	16	16	16	17	17
Offrir de meilleurs services publics	6	5	5	1	2	7	14	5	0	3	4	4
Améliorer l'économie et créer plus d'emplois	9	3	2	0	1	3	31	25	0	2	4	4
Travailler avec les leaders religieux	6	2	0	1	6	9	3	0	0	2	3	3
Traiter plus équitablement les communautés d'origine des extrémistes	0	0	3	1	0	5	13	32	1	1	2	2
Travailler avec les leaders traditionnels	3	1	0	1	0	5	0	0	1	1	1	1
Donner plus de pouvoir aux autorités locales	1	0	1	0	0	3	0	8	0	0	1	1
Améliorer le système éducatif	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Les plus jeunes citoyens (18-35 ans), particulièrement les 18-25 ans, pensent que le renforcement de la réponse militaire est la toute première option pour que le gouvernement soit plus efficace, contrairement aux plus âgés, 36-55 ans et plus de 65 ans, qui voient dans la négociation la toute première option si le gouvernement veut être plus efficace. Les 56-65 ans semblent partagés entre ces 2 options de renforcement de l'efficacité du gouvernement. L'analyse par niveau d'instruction montre une relation inverse claire entre l'instruction et le choix de la négociation comme première option afin de rendre le gouvernement plus efficace. Les moins instruits optent pour la négociation en premier, 25% pour aucun et 28 pour le primaire, alors que les plus instruits placent la réponse militaire en premier, 39% pour le secondaire et 41% pour le post-secondaire.

Tableau 6. Première option pour plus d'efficacité du gouvernement selon l'âge et l'éducation (en %)

	Sexe		Age						Education				
	Homme	Femme	18-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-55 ans	56-65 ans	+ 65 ans	Aucun	Primaire	Secondaire	Post-secondaire	Total
Négocier	25	25	19	26	29	28	19	24	25	28	18	18	25
Renforcer les réponses/capacités militaires	26	22	34	26	22	19	20	12	20	26	39	41	24
Gouvernement déjà efficace	14	19	16	14	19	19	17	12	18	14	16	13	17
Offrir de meilleurs services publics	4	3	3	3	1	5	7	6	4	4	2	4	4
Améliorer l'économie et créer plus d'emplois	4	3	3	3	3	2	6	9	4	4	2	2	4
Travailler avec les leaders religieux	3	3	2	2	2	2	7	2	3	2	1	1	3
Traiter plus équitablement les communautés d'origine des extrémistes	2	1	1	2	2	2	1	3	2	2	2	2	2
Travailler avec les leaders traditionnels	1	1	0	1	1	1	1	7	1	0	1	0	1
Donner plus de pouvoir aux autorités locales	1	1	0	1	1	0	1	2	1	1	0	0	1
Améliorer le système éducatif	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0

2. Options de sortie de crise

Des différentes options possibles de sortie de la crise, lesquelles reçoivent-elles l'assentiment de la population? Comment les perceptions populaires sur des options de sortie de la crise ont-elles évolué au cours du temps et au gré des évènements majeurs depuis l'avènement de la crise en 2012? Ce sont, entre autres, les principales interrogations que scrute l'analyse des options offrant la meilleure chance de résoudre la crise du Nord du Mali.

2.1. En 2014

Pour sortir de la crise, les citoyens préconisent plusieurs options, parmi lesquelles la négociation, la guerre ou la sécession du Nord. Dans l'ensemble, la population semble optimiste à trouver la solution de sortie de crise dans l'une des options proposées car ce n'est que dans son infime partie (1%) qu'elle pense qu'aucune de ces options n'est envisageable alors qu'elle s'est largement exprimée sur la question avec 0% de sans réponse (NSP pour Ne sait pas). La négociation, entre le gouvernement et les groupes armés, est plébiscitée comme option de sortie de crise. Elle est préconisée par les 3/4 des citoyens, très loin devant la guerre, quelle soit entre les FAMA et les groupes armés (14%) ou par l'intervention de forces armées étrangères (8%). La sécession du Nord n'est envisagée que par 2% des citoyens mais ce pourcentage est inégalement réparti entre régions surtout entre celles du Nord d'une part et entre celles-ci et les autres régions du pays d'autre part.

En plus d'être l'option la plus fréquemment proposée au niveau national, la négociation vient toujours en première position, avec plus de la moitié des réponses, dans toutes les régions, dans tous les milieux, parmi les 2 sexes, à tous les âges et à tous les niveaux d'instruction. Elle est relativement faiblement proposée à Bamako (58%), par les 18-25 ans (60%), par les niveaux secondaire (58%) et post-secondaire (61%). A contrario, la négociation est beaucoup plus prisée à Tombouctou (91%), Gao (90%), Koulikoro (85%) et Sikasso (83%) et à partir de 46 ans. Il semble y avoir un effet milieu de résidence dans, 64% en milieu urbain et 78% en milieu rural, dans le choix de cette option de sortie de crise. Par contre, il n'y a pas de

différence statistiquement significative entre les hommes (71%) et les femmes (79%).

La guerre est l'option préférée à Bamako comparativement aux autres régions (29% contre 14% de moyenne nationale), plus en milieu urbain que rural (22% contre 11%). Cette option monte le long de l'instruction (de 11% pour les analphabètes à 27% pour les pos-secondaires) et descend le long de l'âge (de 19% les moins de 26 ans à 8% les plus de 65 ans). La guerre avec l'intervention de forces étrangères connaît d'ailleurs, à peu près, la même distribution parmi les différents déterminants.

Comme indiqué précédemment, la sécession du Nord n'est que très rarement évoquée (2%) comme option de sortie de crise. Il faut cependant noter que la proportion des partisans de cette solution est supérieure à la moyenne dans les régions de Kidal (16%), fief actuel de la rébellion, et Mopti (5%) et parmi les personne de niveau secondaire (6%). Quand bien même ces proportions sont les plus élevées du pays, elles sont encore loin d'atteindre ne serait-ce que le cinquième de ces groupes de population.

Tableau 7. Option 2014 de sortie de crise (en %)

		Aucune option	Négociation Gouvernement groupes armés	Guerre FAMA groupes armés	Intervention forces armées étrangères	Sécession du Nord
Région	Kayes	3	71	18	7	2
	Koulikoro	0	85	8	5	2
	Sikasso	2	83	8	6	1
	Ségou	0	66	17	12	5
	Mopti	1	75	12	9	3
	Tombouctou	0	91	6	4	0
	Gao	0	90	3	8	0
	Kidal	0	77	8	0	16
	Bamako	2	58	29	10	2
Milieu	urbain	2	64	22	10	1
	rural	1	78	11	7	3
Sexe	Homme	2	71	17	9	2
	Femme	1	79	11	7	3
Age	18 - 25 ans	2	60	19	18	2
	26 - 35 ans	1	75	14	7	3
	36 - 45 ans	1	77	14	6	3
	46 - 55 ans	2	82	11	4	2
	56 - 65 ans	3	80	12	5	1
	plus de 65 ans	0	87	8	6	0
Education	Aucun	1	80	11	6	2
	Primaire	1	71	14	12	2
	Secondaire	2	58	26	9	6
	Post secondaire	2	61	27	10	0
Total		**1**	**75**	**14**	**8**	**2**

2.2. Depuis 2012

En 2012, des nombreuses options de sortie de crise envisagées, 4 sortaient du lot à savoir, la négociation Gouvernement – groupes armés (29%), la guerre FAMA – groupes armés (25%), la guerre avec l'appui de la CEDEAO (13%) et l'instauration d'un Etat fort (12%). On peut constater ainsi que l'option de la guerre, avec ou sans appui extérieur, (38%) l'emporte sur celle de la négociation avec les groupes armés. D'autres options comme faire des concertations (6%), des prières (4%) ou des élections (4%) ont aussi été proposées.

Les partisans de la guerre avec l'appui de la CEDEAO étaient proportionnellement plus nombreux à Mopti (18%), parmi les hommes (16%) et parmi les plus instruits (16%). Plus on est instruit plus on penche pour cette forme de guerre. Par contre, il n'y a pas de lien clair entre l'âge du répondant et le choix de cette option, les plus jeunes (18-25 ans:16%) et les plus âgés (plus de 65 ans:17%) en étant

plus partisans qu'en moyenne. Quant à la guerre entre les FAMA et les groupes armés, elle est plus soutenue à Koulikoro (30%) et à Ségou (38%) mais on ne peut retenir aucun effet genre, âge ou éducationnel. La guerre sous l'une ou l'autre forme est préférée, plus que dans l'ensemble, à Ségou (49%), par les hommes (42%), les plus jeunes (40% pour les moins de 26 ans) et par les personnes qui ont le niveau primaire au moins, contrairement à celles qui ne sont pas instruites.

La négociation est la toute première option de sortie de crise proposée par les citoyens et particulièrement dans les régions de Kayes (43%), de Ségou (36%) et par les plus de 65 ans (36%). Au contraire, dans les régions de Koulikoro (20%), Bamako (18%) et parmi les personnes de niveau post-secondaire (20%), on est les moins favorables à la négociation.

La mise en place d'un Etat fort reçoit le plus d'avis favorable à Mopti (21%), Bamako (18%), parmi les 56-65 ans (16%) et parmi les personnes de niveau secondaire. Les partisans de la concertation résident plus à Koulikoro (15%) ou Bamako (9%) et ont plus souvent entre 36 et 45 ans (9%). La demande d'élections comme voie de sortie de crise émane plutôt de Bamako (10%) que des autres régions, du milieu urbain (7%) que du milieu rural, des personnes de niveau secondaire (7%) ou post-secondaire (7%) que des moins instruits et de la classe d'âge 46-55 ans (5%) que des autres.

Parmi les autres options répertoriées, figurent la sécession du Nord pour moins de 1% de la population adulte et le fédéralisme, pour encore beaucoup moins de 1%. Il faut cependant noter que les 3 régions du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal) n'ont pu être couvertes par l'enquête de 2012 pour des raisons d'insécurité pour les équipes d'enquête sur le terrain.

Tableau 8. Option 2012 de sortie de crise (en %)

		Négociation Gvt groupes armés	Guerre FAMA groupes armés	Guerre avec appui CEDEAO	Un Etat fort	Concertations	Prières	Elections	Autres*	NSP
Région	Kayes	43	26	13	9	1	0	1	5	3
	Koulikoro	20	30	8	13	15	2	4	5	3
	Sikasso	29	25	14	11	6	6	5	2	2
	Ségou	36	38	11	3	1	6	2	2	2
	Mopti	30	12	18	21	1	6	1	7	4
	Tombouctou	18	15	15	18	9	5	10	6	4
	Gao	24	22	15	14	7	4	7	5	3
	Kidal	31	26	12	12	5	4	3	4	3
	Bamako	26	26	16	14	7	3	3	4	1
Milieu	urbain	32	24	10	11	4	5	5	5	5
	rural	27	25	16	12	4	3	4	6	3
Sexe	Homme	33	29	10	13	4	1	4	4	3
	Femme	28	24	15	11	9	5	3	4	1
Age	18 - 25 ans	26	27	11	11	7	5	5	4	3
	26 - 35 ans	26	21	12	16	5	8	3	5	5
	36 - 45 ans	36	11	17	13	4	14	1	4	0
	46 - 55 ans	32	24	12	12	5	5	3	4	4
	56 - 65 ans	27	28	14	12	8	3	5	3	1
	plus de 65 ans	23	26	15	17	4	3	7	5	0
Education	Aucun	20	27	16	15	5	0	7	7	3
	Primaire	29	25	13	12	6	4	4	5	3
	Secondaire	43	26	13	9	1	0	1	5	3
	Post secondaire	20	30	8	13	15	2	4	5	3
Total		29	25	14	11	6	6	5	2	2

* Autres = Education civique / Rendre justice / Retour de l'armée au pouvoir / Sécession du Nord / Approfondir la décentralisation / Fédéralisme / Séparation Etat religion

En 2013, la faiblesse de l'Etat a été pointée du doigt par les citoyens qui ont plébiscité à 95% l'instauration d'un Etat fort pour aider à résoudre la crise du Nord. La quasi-totalité des interviewés pensaient ainsi qu'avoir un Etat fort serait un atout dans la perspective de résolution de la crise et cela quelle que soit la région, le milieu, le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction du répondant. De même, dans leur très grande majorité, les citoyens estimaient que rendre justice (89%), faire de l'éducation civique (86%) ou développer les régions du Nord (76%) pourraient tout aussi aider à résoudre le conflit. La négociation demeurait un moyen de sortie de crise largement approuvé (61%) à travers le pays. Par contre, seulement un malien sur dix pensait que la sécession des régions du Nord aiderait à résoudre ce conflit. Cet ordre de priorité tient globalement à l'intérieur des régions même si curieusement dans les régions de Gao et Kidal, la sécession et la négociation sont moins approuvés que dans l'ensemble et les autres options approuvées plus que dans l'ensemble. Les régions de Sikasso (73%), Mopti (72%) et Tombouctou (70%) sont les plus demandeuses de négociation. Dans les 3 régions du Nord, Tombouctou (90%), Gao (100%) et Kidal (100%), on pense, plus que dans toute autre région, que le développement de ces régions aiderait à résoudre le conflit. La région frontalière de Mopti est du même avis à 87%.

On relève un effet milieu de résidence en faveur du rural pour la solution de la négociation Etat – groupes armés et celle de l'éducation civique. Les ruraux croient, plus que les urbains, à ces 2 moyens de sortie de crise avec respectivement 64% contre 51% pour la négociation et 89% contre 80% pour l'éducation civique. Entre les hommes et les femmes, des différences significatives n'apparaissent qu'à propos de la sécession, 7% des hommes contre 13% des femmes, et à propos de la négociation, 56% des hommes contre 65% des femmes. Il n'y a pas d'effet âge apparent dans les moyens de sortie de crise mais un effet négatif du niveau d'instruction sur la part des partisans de la sécession et sur celle des partisans de la négociation.

Tableau 9. Option 2013 de sortie de crise (en %)

		Sécession	Négociation	Un Etat fort	Rendre justice	Education civique	Développement régions du Nord
Région	Kayes	16	59	94	85	83	69
	Koulikoro	9	56	95	89	83	60
	Sikasso	12	73	91	92	90	80
	Ségou	7	64	96	95	97	77
	Mopti	13	72	94	94	92	87
	Tombouctou	4	70	99	84	80	90
	Gao	3	33	100	98	100	100
	Kidal	0	41	100	95	97	100
	Bamako	8	43	96	80	71	68
Milieu	Urbain	8	51	96	85	80	74
	Rural	11	64	95	91	89	76
Sexe	Homme	7	56	96	90	86	74
	Femme	13	65	94	89	86	77
Age	18 - 25 ans	14	61	95	89	86	75
	26 - 35 ans	11	66	95	89	86	78
	36 - 45 ans	9	60	95	89	86	78
	46 - 55 ans	6	56	97	88	87	72
	56 - 65 ans	8	60	94	92	89	73
	plus de 65 ans	15	59	91	90	82	71
Education	Aucun	11	64	94	89	86	78
	Primaire	11	58	96	91	86	70
	Secondaire	6	51	96	88	86	76
	Post-secondaire	7	53	99	90	86	71
Total		**10**	**61**	**95**	**89**	**86**	**76**

3. Pour la paix et la réconciliation

En 2013, un premier accord de paix, l'Accord de Ouagadougou a été signé entre le gouvernement malien et les rebelles mais les 17 et 21 mai 2014, les combats reprennent à Kidal entre les rebelles et l'armée malienne, rendant du coup caduque cet accord. Après une déclaration commune de cessation des hostilités des 2 parties, de longues négociations s'engagent à Alger, sous une médiation internationale dirigée par l'Algérie, pour obtenir un accord global de paix. Le document de "l'accord de paix et de réconciliation au Mali" obtenu a été signé en 2 phases, d'abord le 15 mai à Bamako par le gouvernement malien et certains groupes rebelles, ensuite le 20 juin par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) non sans avoir obtenu la prise en compte de certaines de leurs exigences dans un document annexé au document principal.

Le texte de l'accord offre quelques concessions à chacune des parties et est diversement apprécié par différents acteurs. Le principe du "respect de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Etat du Mali, ainsi que de sa forme républicaine et son caractère laïc" est acquis mais il est déclaré que "L'appellation AZAWAD recouvre une réalité socioculturelle, mémorielle et symbolique". Pour les uns, "l'accord ainsi présenté, offre des perspectives sérieuses de sécurité, de paix, de justice, de réconciliation, de développement et de prospérité partagées si les maliens dans leur diversité s'engagent auprès des autorités à le mettre en œuvre de manière rigoureuse" et pour les autres, "cet accord nous fait entrer, à notre insu, dans un nouveau régime institutionnel, celui des régions-Etats disposant de pouvoirs étendus" ou encore "cet accord n'est pas un bon accord pour le Mali. Il contient les germes d'une désintégration rampante du pays que nous avons connu". Face à de telles positions politiques, les perceptions populaires sont ici synthétisées, tant sur la question de l'unité nationale que celles relatives à la paix et à la réconciliation nationale.

3.1. De l'unité nationale

Dans l'ensemble, 92% des maliens pensent que le Mali devrait rester un pays uni malgré la crise. Les 8% restant sont partagés entre ceux

qui pensent le contraire (6%), c'est à dire le Mali ne devrait pas rester un pays uni, et ceux qui déclarent ne rien en savoir (2%). L'opinion d'un Mali uni malgré la crise est très largement partagée quelle que soit la région, le milieu, le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation mais les taux les plus élevés se trouvent dans les régions du Nord, Gao (100%), Tombouctou (99%), Kidal (94%) et dans la région frontalière du septentrion, à savoir Mopti (97%). On peut, au contraire, noter que les partisans de l'avis contraire, le Mali ne devrait pas rester un pays uni, sont surreprésentés à Kayes (13%), Sikasso (10%), parmi les femmes (9%), parmi les plus jeunes (10% parmi les moins de 26 ans) et parmi les plus âgés (9% pour les plus de 65 ans). Ce sont ainsi les habitants des régions les plus éloignées de la zone de crise, les femmes, les plus jeunes et les seniors qui sont le moins d'avis que le Mali reste un pays uni. Les citoyens indécis, ceux ayant répondu NSP, sont proportionnellement plus nombreux à Ségou (5%) et, dans une moindre mesure parmi les 56-65 ans (3%).

Tableau 10. Le Mali devrait rester un pays uni (en %)

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	13	86	1
	Koulikoro	6	91	2
	Sikasso	10	90	0
	Ségou	4	91	5
	Mopti	4	97	0
	Tombouctou	1	99	0
	Gao	0	100	0
	Kidal	6	94	0
	Bamako	4	95	1
Milieu	Urbain	5	95	0
	Rural	7	91	2
Sexe	Homme	4	95	2
	Femme	9	90	1
Age	18 - 25 ans	10	89	1
	26 - 35 ans	7	92	1
	36 - 45 ans	4	94	2
	46 - 55 ans	4	94	2
	56 - 65 ans	5	93	3
	plus de 65 ans	9	90	1
Education	Aucun	7	91	2
	Primaire	7	93	1
	Secondaire	3	96	1
	Post-secondaire	6	93	1
Total		**6**	**92**	**1**

3.2. Probabilité de paix durable

Dans le Round 6 (2014) des enquêtes Afrobaromètre, la question suivante a été posée aux interviewés: "Dans l'éventualité de la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et les rebelles du Nord, quelle est, selon vous la probabilité que cela soit la base d'une paix durable au Mali?". Les résultats montrent que les maliens sont globalement optimistes qu'un accord de paix puisse jeter les bases d'une paix durable (71%). Cependant, une frange importante, plus du quart (28%), ne croit pas que la signature d'un accord de paix puisse constituer la base d'une paix durable. Les indécis, ceux qui n'en savent rien, sont très peu nombreux (1%). Les optimistes sont proportionnellement plus nombreux à Kayes (84%), Sikasso (89%), Gao (92%), Kidal (100%) et parmi les plus âgés et les non instruits. Au contraire, les pessimistes se trouvent plutôt à Koulikoro (35%), Tombouctou (40%), Bamako (56%), en milieu urbain (40%), parmi les plus jeunes (38% les moins de 26 ans) et parmi les plus instruits (46% le secondaire et 39% le post-secondaire). Les indécis habitent plus à Koulikoro (3%) qu'ailleurs et sont plus souvent des femmes (2%) que des hommes (1%).

Tableau 11. Probabilité d'une paix durable en 2014 (en %)

		Pas probable	Probable	NSP
Région	Kayes	15	84	1
	Koulikoro	35	62	3
	Sikasso	11	89	0
	Ségou	32	68	0
	Mopti	23	76	2
	Tombouctou	40	61	0
	Gao	8	92	0
	Kidal	0	100	0
	Bamako	56	44	1
Milieu	urbain	40	59	1
	rural	24	75	1
Sexe	Homme	31	69	0
	Femme	25	73	2
Age	18 - 25 ans	38	61	1
	26 - 35 ans	31	69	1
	36 - 45 ans	23	76	1
	46 - 55 ans	23	77	0
	56 - 65 ans	25	74	1
	plus de 65 ans	20	79	1
Education	Aucun	23	76	1
	Primaire	34	66	1
	Secondaire	46	54	0
	Post secondaire	39	62	0
Total		**28**	**71**	**1**

En 2013, pour deux tiers des maliens (64%), il était probable que la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et les rebelles soit la base d'une paix durable contrairement au tiers restant (36%) qui estimaient qu'il n'est pas probable qu'il en soit ainsi. Les optimistes pour une paix durable sont plus souvent des femmes (67%) et ont tendance, plus que les autres, à résider dans les régions de Koulikoro (69%), Mopti (72%), Tombouctou (67%) et Kidal (69%). Par contre, les citoyens qualifiant de pas probable l'avènement d'une paix durable, suite à un accord, se trouvent préférentiellement dans les régions de Kayes (45%), Ségou (40%) et Gao (49%). Ce sont plutôt des hommes (39%), des plus de 65 ans (44%) et de niveau secondaire (45%) ou post-secondaire (38%). Il n'y pas d'effet milieu de résidence dans la réponse à la question, les optimistes et les pessimistes étant, à peu près, égalitairement répartis entre le milieu rural et le milieu urbain.

Tableau 12. Probabilité d'une paix durable en 2013 (en %)

		Pas probable	Probable	NSP
Région	Kayes	45	55	0
	Koulikoro	31	69	0
	Sikasso	34	66	0
	Ségou	40	59	1
	Mopti	28	72	0
	Tombouctou	33	67	0
	Gao	49	51	0
	Kidal	31	69	0
	Bamako	34	66	0
Milieu	Urbain	37	63	0
	Rural	35	65	0
Sexe	Homme	39	61	0
	Femme	32	67	0
Age	18 - 25 ans	35	65	0
	26 - 35 ans	34	66	0
	36 - 45 ans	35	65	0
	46 - 55 ans	36	63	1
	56 - 65 ans	37	62	1
	Plus de 65 ans	44	55	1
Education	Aucun	34	66	0
	Primaire	36	64	0
	Secondaire	45	56	0
	Post secondaire	38	62	0
Total		**36**	**64**	**0**

3.3. Options de réconciliation

Pour une paix durable et la réconciliation au Mali, les citoyens sont partagés entre "Poursuite judiciaire des suspects et condamnation des coupables" (36%), "Amnistie générale" (24%), "Confession et pardon" (17%) ou encore "Recherche de la vérité" (14%). Une combinaison de ces options serait préférable pour 7% des maliens et aucune de ces options pour 2% d'entre eux. Les 2 premières options préférées, pour aboutir à une paix durable et à la réconciliation, seraient donc d'amener les suspects à rendre compte devant la justice, pour un peu plus du tiers de la population, ou de faire l'impasse sur ce qui s'est passé en prononçant une amnistie générale, pour un peu moins du quart des maliens. Ce sont 2 visions opposées qu'on peut regrouper, la première avec "Recherche de la vérité" pour constituer le groupe des "Regardants" (50%) et la deuxième avec "Confession et pardon " pour constituer le groupe des "Partisans de l'oubli" (41%).

Pour aller à la réconciliation, les maliens seraient plus favorables à ce qu'on soit regardant sur ce qui s'est passé qu'à ce que l'on fasse l'impasse là-dessus. La majorité des "Regardants" est pour la poursuite judiciaire des suspects et la condamnation des coupables, le reste optant pour la recherche simple de vérité. Quant aux "Partisans de l'oubli", c'est l'amnistie générale qui est l'avis dominant devant la confession et le pardon.

La poursuite judiciaire est l'option de réconciliation la plus partagée à Gao (56%), Koulikoro (48%) et Bamako (40%). Comparativement à l'ensemble, c'est aussi l'option préférée des plus jeunes (40% pour les 18-25 ans) et des plus instruits (44% pour le secondaire et 50% le post-secondaire). La situation diffère quant à l'option de l'amnistie générale qui est demandée, plus qu'en moyenne, à Kayes (30%), Koulikoro (29%), Sikasso (28%) et qui attire plus les 46-55 ans (34%) que les autres. La confession/pardon est plus fréquemment suggérée à Mopti (31%), Bamako (26%) et en milieu urbain (22%) et la recherche de vérité plutôt à Tombouctou (31%), Kidal (25%) et Sikasso (21%).

Dans la perspective de la réconciliation, on peut aussi retenir que dans les régions de Kidal et Tombouctou, la réponse dominante est "Recherche de la vérité" contrairement aux autres régions, y compris Gao, où c'est "Poursuite judiciaire des suspects et condamnation des coupables" ou "Amnistie générale" qui domine. La région de Kidal a la particularité d'avoir une proportion particulièrement élevée de réponse "Aucune de ces options", indiquant que les options de paix durable et de réconciliation proposées sont moins approuvées ici que partout ailleurs. Il en est légèrement ainsi à Tombouctou, quoique dans une bien moindre mesure.

Tableau 13. Options de paix durable et de réconciliation en 2014 (en %)

		Aucune option	Poursuite judiciaire	Amnistie générale	Confession et pardon	Recherche de la vérité	Combinaison d'options
Région	Kayes	2	30	30	16	13	9
	Koulikoro	1	48	29	10	8	5
	Sikasso	1	32	28	6	21	13
	Ségou	1	39	24	17	10	9
	Mopti	2	24	27	31	14	4
	Tombouctou	9	28	0	22	31	8
	Gao	0	56	14	20	11	0
	Kidal	16	20	19	20	25	0
	Bamako	2	40	13	26	16	3
Milieu	urbain	2	36	17	22	16	8
	rural	2	36	26	16	14	7
Sexe	Homme	2	39	22	15	15	7
	Femme	2	33	25	20	14	7
Age	18 - 25 ans	1	40	19	14	19	7
	26 - 35 ans	2	38	19	19	14	8
	36 - 45 ans	2	35	25	20	13	5
	46 - 55 ans	2	31	34	12	14	8
	56 - 65 ans	2	36	27	20	10	6
	Plus de 65 ans	2	32	22	20	17	8
Education	Aucun	2	33	27	17	15	6
	Primaire	0	38	22	21	12	7
	Secondaire	4	44	13	17	14	9
	Post secondaire	0	50	6	14	17	13
Total		**2**	**36**	**24**	**17**	**14**	**7**

En 2013, pour plus des deux tiers des maliens, la poursuite judiciaire des suspects et la condamnation des coupables (68%) est la meilleure voie, et de loin, pour arriver à une paix durable et à la réconciliation. La recherche de la vérité (15%), la confession et le pardon (9%) arrivent respectivement en deuxième et troisième position avec respectivement 15% et 9%. La combinaison de ces options proposées et l'amnistie générale ferment la marche avec respectivement 5% et 4%. Les citoyens se sont très largement exprimés sur la question à la quasi-absence des réponses "Ne sait pas" et "Aucune de ces options".

Par région, le classement des réponses est globalement le même que dans l'ensemble avec une préférence supérieure à la moyenne pour les poursuites judicaires dans les régions de Gao (88%), Tombouctou (81%), Kayes (74%) et dans le district de Bamako (74%). De même, il y a une préférence supérieure à la moyenne à Koulikoro pour la réponse "Amnistie générale" (7% contre 4% en moyenne), à Mopti pour la réponse "Confession et pardon" (17% contre 9% au total) ainsi que pour la réponse "Recherche de la vérité" (27% contre 15%).

On peut noter un certain écart entre milieu urbain et milieu rural quant aux réponses "Poursuite judiciaire des suspects et condamnation des coupables" et "Confession et pardon". Les urbains (71%) sont plus favorables aux poursuites judiciaires que les ruraux (68%) et moins favorables à la confession et pardon que les ruraux, 6% contre 9%.

Les hommes et femmes ont des avis convergents quant aux options de paix durable et de réconciliation, les deux sexes ayant des parts comparables dans toutes les options. Par âge, ce sont les jeunes de 18-25 ans qui ont le plus de penchant pour les poursuites judiciaires (73%). Les plus instruits, du niveau post-secondaire (72%), sont aussi plus favorables que les autres à cette solution. La recherche de la vérité est l'option la plus demandée par les 46-55 ans (18% contre 14% chez les moins de 26 ans) et par les personnes de niveau secondaire (19% contre 7% pour le post-secondaire).

Tableau 13. Options de paix durable et de réconciliation en 2013 (en %)

		Aucune option	Poursuite judiciaire	Amnistie générale	Confession et pardon	Recherche de la vérité	Combinaison d'options
Région	Kayes	0	74	2	5	16	3
	Koulikoro	0	68	7	13	11	2
	Sikasso	0	70	3	5	15	8
	Ségou	0	67	4	8	14	6
	Mopti	0	48	2	17	27	6
	Tombouctou	0	81	5	7	6	2
	Gao	0	88	0	6	5	1
	Kidal	0	63	3	13	17	5
	Bamako	0	74	3	5	12	6
Milieu	Urbain	0	71	3	6	14	6
	Rural	0	68	4	9	15	5
Sexe	Homme	0	69	3	8	15	6
	Femme	0	68	4	9	15	4
Age	18 - 25 ans	0	73	3	7	14	3
	26 - 35 ans	0	69	2	9	15	5
	36 - 45 ans	0	64	5	11	15	5
	46 - 55 ans	0	66	4	8	18	4
	56 - 65 ans	0	69	7	7	11	7
	Plus de 65 ans	0	70	3	7	12	9
Education	Aucun	0	67	4	9	15	5
	Primaire	0	71	4	9	13	4
	Secondaire	0	69	4	6	19	3
	Post secondaire	1	72	4	7	7	10
Total		**0**	**68**	**4**	**9**	**15**	**5**

Conclusions

Dans la perspective d'une normalisation de la situation dans le pays, les maliens se sont largement prononcés sur l'efficacité du gouvernement à faire face au problème des groupes armés, les options de sortie de la crise, l'unité nationale, les chances d'une paix durable suite à la signature d'un accord de paix et sur les options de réconciliation nationale.

Sans avoir un démarquage clair entre les régions du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal) et les autres dans les perceptions populaires sur les sujets abordés, il apparaît souvent des différences qui méritent d'être soulignées. A tord ou à raison, il semble y avoir dans ces régions, plus qu'ailleurs, le sentiment populaire non seulement d'une situation économique et de l'emploi difficile, mais aussi d'un développement insuffisant des infrastructures et services publics et d'un traitement inéquitable des communautés d'origine des extrémistes.

Pour sortir de la crise, l'option préférentielle des maliens a changé de la guerre en 2012 à la négociation en 2014. Malgré tout, la guerre et la négociation restent les 2 premières options de sortie de la crise aussi bien en 2012 (respectivement 38% et 29%) qu'en 2014 (respectivement 75% et 22%). Les citoyens ne voient pas dans la sécession du Nord une solution à la crise et restent attachés à l'unité du pays malgré tout. Par le plébiscite d'un Etat fort comme un des moyens pouvant aider à résoudre la crise, les citoyens ont pointé du doigt la faiblesse de l'Etat en 2013. Pour aller vers une paix durable et la réconciliation, les maliens seraient plus favorables à ce qu'on soit regardant sur ce qui s'est passé (poursuite judiciaire, recherche de la vérité) qu'à ce que l'on fasse l'impasse là-dessus.

Afin de prendre en compte le point de vue des citoyens, il apparaît, pour le gouvernement, le défi de trouver le juste milieu entre les tenants de la réponse militaire et les tenants de la négociation. Un deuxième défi réside dans la prise en compte de l'avis des jeunes (18-25 ans) qui ne semblent pas être sur la même longueur d'onde que les autres sur bien des sujets abordés. Enfin, un défi non moins important à relever demeure celui de la réconciliation des "regardants" et des "partisans de l'oubli" dans l'intérêt de l'unité nationale et d'une paix

durable au Mali, deux faces de la même médaille, à savoir le non à l'impunité et le oui à la tolérance.

Références bibliographiques

François Koné, Massa Coulibaly (2013), La démocratie à l'épreuve de la crise au Mali –Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre, Les Great Cahiers N°45 vol.1, juillet-septembre

Coralie Le Bescont-Simon Nestmeier-Lea Rauch, Le conflit malien perspective sahélienne, Dossier réalisé par les étudiants de Science Po Paris, Observatoire des conflits (http://www.parisglobalforum.org/karima-bennoune.html)

RFI (2015): Mali – Les défis de la mise en œuvre de l'accord de paix [archive], 21 juin

http://www.moussamara.com/index.php/17-fp-flash-info-lists/242-accord-d-alger-2015-ce-qu-il-faut-en-retenir

https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_d%27Alger_(2015)

http://www.rfi.fr/afrique/20150621-signature-accord-paix-mali-maintenant-mise-oeuvre/

http://www.malicom.net/accord-de-paix-les-rebelles-imposent-leurs-lois/